

## DÉLIBÉRATION N°2023-24\_013 du Conseil d'administration de l'université de Franche-Comté

Séance en date du 17 octobre 2023

### 4 – Ressources humaines

#### Point n° 4.1 « Groupement de commande pour la protection sociale complémentaire couvrant les frais de santé des agents »

La délibération étant présentée pour décision

Effectif statutaire : 36 Membres en exercice : 36 Quorum : 18	Refus de vote : 0 Abstention(s) : 0
Membres présents : 16 Membres représentés : 8 Total : 24	Suffrages exprimés : 24  Pour : 24 Contre : 0

**VU** le décret n°2022-633 du 22 avril 2022, relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État ;

**VU** l'arrêté du 30 mai 2022, fixe le nouveau régime de protection sociale complémentaire (PSC) en santé dans la fonction publique de l'État, auquel devront adhérer l'ensemble de ses personnels ;

**VU** l'accord interministériel du 22 février 2023 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État ;

**VU** l'avis du CSAE du 19 septembre 2023.

Les caractéristiques essentielles du nouveau régime de protection sociale complémentaire en santé dans la fonction publique de l'État sont les suivantes :

- Il définit un socle de garanties destinées à couvrir les frais de santé au moyen de contrats collectifs, auxquels les personnels adhèrent obligatoirement ;
- Un financement obligatoire de l'État employeur à hauteur de 50 % de la complémentaire santé de ses agents ;
- Une commission paritaire de pilotage et de suivi, composée de représentants du ministère et des organisations syndicales représentatives, est consultée sur la définition des critères de sélection des candidats et des offres et émet un avis sur l'analyse des offres définitives ;
- La sélection des contrats collectifs en santé intervient au terme d'une procédure de mise en concurrence, organisée pour l'ensemble de nos trois ministères (MENJ, MESR et MSJOP).

Ce nouveau dispositif se substituera à la contribution forfaitaire mensuelle de 15 euros allouée aux personnels depuis le 1er janvier 2022 et entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2025.

Il nécessite la mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence, à l'issue de laquelle un organisme de protection sociale complémentaire sera sélectionné par les ministères afin de mettre en place le contrat collectif obligatoire.

Les membres présents et représentés du conseil d'administration approuvent le projet de convention relative au groupement de commande pour la protection sociale complémentaire (PSC) couvrant les frais de santé des agents.

Besançon, le 23 octobre 2023

Pour la présidente et par délégation

Le directeur général des services

  
Thierry CAMUS



Annexe / pièce jointe :

*Annexe 4.1.1 Projet de convention constitutive d'un groupement de commandes*

*Délibération transmise à la Rectrice de la région académique Bourgogne-Franche-Comté, Rectrice de l'académie de Besançon, Chancelière des universités*

*Délibération publiée sur le site internet de l'université de Franche-Comté*

# Convention constitutive d'un groupement de commandes

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ)

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR)

Le ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques (MSJOP)

Secrétariat général

Service de l'action administrative et des moyens

Mission des achats

61-65 rue Dutot 75732 Paris cedex 15

représentés par Monsieur Frédéric VICHON, chef de la mission des achats,  
responsable ministériel des achats

Ci-après : le Ministère

et

Les établissements publics et autres organismes signataires figurant en annexe,

ci-après : les Etablissements,

une convention constitutive d'un groupement de commandes.

Pour les besoins de la présente convention, les parties sont désignées collectivement sous l'appellation : les membres.

## PREAMBULE

Le décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État et l'arrêté du 30 mai 2022 fixent le nouveau régime de protection sociale complémentaire (PSC) en santé dans la fonction publique de l'État, auquel devront adhérer l'ensemble des personnels de la fonction publique de l'Etat.

Conformément aux termes de l'accord interministériel du 26 janvier 2022 et en application dudit accord, les ministères élaborent avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives un accord ministériel qui déterminera le cadre, le contenu et les modalités de mise en œuvre et de suivi du nouveau régime de protection sociale complémentaire.

Le nouveau régime entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les trois ministères suivants : ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques.

Il nécessite la mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence, à l'issue de laquelle un organisme de protection sociale complémentaire sera sélectionné par les ministères afin de mettre en place le contrat collectif obligatoire précité.

Les Etablissements sous tutelle de ces trois ministères souhaitent pouvoir être partie au groupement et bénéficier du marché qui va être passé pour le compte des ministères.



## Art. 1 : Objet de la convention

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, la présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les MENJ-MESR-MSJOP et les Etablissements et de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement.

Elle s'applique pour les besoins de la passation d'un marché relatif à des prestations sociales complémentaires de santé.

## Art. 2 : Désignation et rôle du coordonnateur

### 2.1. Désignation du coordonnateur

Les membres du groupement désignent la Mission des achats (MDA) comme coordonnateur du groupement, ayant qualité de représentant du pouvoir adjudicateur.

### 2.2. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur procède à la passation du marché entrant dans le champ de la présente convention.

Il organise ainsi l'ensemble des opérations suivantes :

- définir le calendrier et l'organisation administrative, juridique et technique de la consultation ;
- coordonner l'élaboration du dossier de consultation ;
- obtenir les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents ;
-

- procéder à la réception et à l'enregistrement des offres ;
- coordonner le dépouillement et l'analyse des offres ;
- informer le candidat retenu ;
- mettre en œuvre les modalités de publicité ;
- transmettre aux membres du groupement les pièces nécessaires à l'exécution du marché.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence le coordonnateur, conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique précité, signe et notifie le marché au titulaire retenu, au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque partie exécute le marché signé en son nom et pour son compte, pour ce qui la concerne.

En cours d'exécution du marché passé dans le cadre du groupement, le coordonnateur demeure en charge des actes suivants :

- la conclusion des avenants intervenants au cours d'exécution du marché ;
- le suivi de l'exécution du marché.

### **Art. 3 : Engagement des Etablissements publics**

Les Etablissements s'engagent à :

- répondre au coordonnateur qui les solliciterait pour l'élaboration des réponses aux questions des candidats relatives au dossier de consultation des entreprises ;
- respecter le choix du titulaire du marché ;
- exécuter le marché pour les besoins propres à leurs personnels ;
- notifier au coordonnateur tout changement de l'adresse courriel de leur représentant habilité indiquée en annexe de la présente convention ;

- informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché ;
- garantir strictement la confidentialité de tous les documents et informations reçus dans le cadre de la présente convention, notamment sur les stratégies d'achat, les projets de DCE, les éléments relatifs aux candidatures et aux offres, ainsi que toute autre information qui, si elle était divulguée, serait susceptible de porter atteinte, notamment, aux principes de la commande publique et du droit de la concurrence.

En outre la commission paritaire de pilotage et de suivi (CPPS) prévue à l'article 28 du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 précité participe à l'audit et l'évaluation du contrat collectif, notamment de la qualité de la gestion et du service rendu aux bénéficiaires.

Par ailleurs un comité de suivi sera constitué et se réunira au moins une fois par an pour s'assurer de la bonne exécution du marché.

Il est composé de représentants du Ministère et de représentants des membres du groupement et piloté par la DGRH du ministère.

Le coordonnateur ou son représentant peut participer aux réunions de ce comité de suivi.

## Art. 4 : Charges liées au fonctionnement du groupement

### **4.1 : Frais de fonctionnement**

Le Ministère prend en charge l'intégralité des frais liés au fonctionnement du groupement ainsi qu'aux procédures de passation (dont les frais de publicité), y compris les contentieux afférents au marché dont il assure la passation.

Les Etablissements prennent en charge les contentieux afférents à l'exécution de la part de marché qui les concernent.

## **4.2 : Rémunération**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

En revanche, chacun des membres du groupement versera à l'organisme sélectionné un montant mensuel correspondant au coût de la cotisation des agents actifs qu'il emploie.

Ce versement inclut les frais inhérents à la gestion du régime par l'organisme.

## **Art. 5 : Adhésion, retrait ou exclusion des membres du groupement**

### **5.1 : Adhésion**

Chaque membre adhère au groupement de commandes dans les conditions prévues par ses propres règles statutaires.

Pour la mise en œuvre du marché et sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article, les demandes d'adhésion sont recueillies par le coordonnateur dans le mois qui suit la transmission de la proposition aux Etablissements susceptibles d'y souscrire.

L'adhésion d'un nouvel établissement fait l'objet d'un avenant à la présente convention signé par le nouvel adhérent et le Ministère, représenté par le coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur informe sans délai les Etablissements de toute nouvelle adhésion.

### **5.2 : Retrait**

Le retrait est de droit. Aucune des parties ne peut s'y opposer.

La décision de retrait est notifiée au coordonnateur du groupement, par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine.



Le retrait prend effet à la date de notification de cette décision. Le coordonnateur du groupement informe sans délai les parties de ce retrait.

Le membre exerçant son droit de retrait reste soumis au respect des engagements qu'il aurait déjà contractés auprès du titulaire du marché.

L'exercice du droit de retrait d'un membre n'emporte pas résiliation de la convention, qui continue de s'appliquer et de produire ses effets à l'égard des autres membres.

### **5.3 : Exclusion**

L'exclusion d'un des membres du groupement pourra être prononcée, en cas de non-exécution de son obligation au titre de la présente convention.

## **Art. 6 : Durée du groupement de commandes**

### **6-1 : Entrée en vigueur et durée**

La présente convention entre en vigueur au jour de la signature du premier établissement figurant en annexes à la présente convention.

La convention est conclue pour la durée du marché, reconductions comprises.

### **6-2 : Résiliation**

La résiliation anticipée de la convention peut être prononcée à tout moment par les parties.

Elle ne peut donner lieu à aucune indemnisation.

## **Art. 7 : Modifications de l'acte constitutif**

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Cette modification prend la forme d'un avenant. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

## **Art. 8 : Responsabilités et contentieux**

### **8.1 Responsabilités**

Le groupement ne possédant pas de personnalité juridique propre, les responsabilités incombent :

- pour la passation du marché : responsabilité solidaire du coordonnateur ;
- pour l'exécution du marché : responsabilité de chaque membre du groupement, pour la partie qui le concerne.

### **8.2. Contentieux**

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés d'exécution ou d'interprétation, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, ne trouvant pas de solution amiable, sera portée devant le tribunal administratif de Paris à l'initiative de la partie la plus diligente.

## **Art. 9 : Non indivisibilité et intégralité de la convention**

### **9.1 : Non-indivisibilité de la convention**

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi ou d'un règlement, ou à la

suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderaient toute leur force et leur portée.

## **9.2 : Intégralité de la convention**

La présente convention et les pièces qui y sont annexées expriment l'intégralité des obligations des parties. Aucune obligation générale ou spécifique figurant dans des documents ou accords antérieurs, propositions ou toute autre communication envoyée antérieurement par les parties ne complètent cette convention.

Document établi en un seul original conservé par le coordonnateur.

Fait à Paris le

Pour le ministre de l'éducation nationale  
et de la jeunesse  
Pour la ministre de l'enseignement supérieur  
et de la recherche  
Pour la ministre des sports  
et des jeux olympiques et paralympiques  
et par délégation,

**Frédéric VICHON**

Chef de la mission des achats  
Responsable ministériel des achats

- ° Annexe 1 : liste des établissements et autorités rattachés
- ° Annexe 2 : formulaire d'adhésion au groupement et de participation au marché.

## **Annexe n°1 : liste des établissements et autorités rattachés au MENJ, au MESR et au MSJOP**

### **MENJ**

Réseau CANOPE

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

France éducation international (FEI)

Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)

### **MESR**

Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel :

- Universités et instituts nationaux polytechniques ;
- Instituts et écoles extérieurs aux universités ;
- Grands établissements ;
- Ecoles françaises à l'étranger ;
- Ecoles normales supérieures ;
- Communautés d'universités et d'établissements ;
- Etablissements expérimentaux ;
- Communautés d'universités et d'établissements expérimentales.

Etablissements publics administratifs exerçant des missions d'enseignement supérieur sous tutelle du MESR :

- Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs ;
- Ecoles nationales d'ingénieurs ;
- Instituts d'études politiques ;
- Autres établissements publics administratifs (article D. 741-12 du code de l'éducation)

Centre national et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique

Agence nationale de la recherche

Académie des technologies

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)

### **MSJOP**

Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)

Ecole nationale de voile et de sports nautiques (ENVSN)  
Ecole nationale des sports de montagne (ENSM)  
Musée national du sport  
Centres de ressources, expertise et de performance sportive (CREPS)

Agence française de lutte contre le dopage (AFLD)